

Les infos

Vendredi 10 octobre 2008



QUESTION DE CONFIANCE

Dans le prolongement de l'entretien avec les syndicats, la direction devait répondre à nos questions devant les élus du CCUES du 8. C'est Monsieur Cost-cutter, Séverin Cabannes qui était collé. Après avoir lu à toute vitesse une note, il s'apprêtait à lever le camp, quand nos élus ont tapé du poing sur la table pour obtenir les réponses précises... que nous avons enfin obtenues sur la situation de l'entreprise. Dans un environnement général de crise, ces réponses ne permettent pas de nous considérer à l'abri d'un effondrement général du système bancaire, mais elle confirme la solidité du modèle de banque universelle, s'appuyant sur sa banque de détail. Ainsi, la Société Générale collectait au 30 juin 300 milliards d'euros de dépôts, sur un total de 1650 tous réseaux bancaires confondus, pour un encours de prêts de 350 milliards. L'encours des crédits représente 116% de la collecte pour l'ensemble du groupe, on est loin bien sûr de la situation des banques qui ont sombré récemment. La dette à long terme ne dépasse pas 9% du bilan de 1100 milliards, soit 90 milliards. Sur le plan de l'activité, malgré le ralentissement des ouvertures de comptes constaté un temps après l'affaire Kerviel, le nombre des comptes à vue progresse légèrement, bien que l'on sache que l'activité elle-même se rapproche du zéro ces jours-ci (ça, c'est nous qui le disons). Ces données générales

sont confirmées par la directrice générale de l'AFB qui a reçu les fédérations syndicales. La clientèle des banques ne cède pas à la panique et reste stable, on n'observe pas de mouvements significatifs. Les banques admettent cependant que les salariés des réseaux sont en 1^{ère} ligne et sont pour beaucoup dans cette stabilité. Reste que tous les gérants et investisseurs se précipitent sur les placements garantis par l'État, ce qui a pour conséquence un gel du marché monétaire qui concoure à la crise. La directrice de l'AFB a souligné que l'issue ne pouvait qu'être collective, tant les banques sont liées entre elles. Raison de plus, estime la CGT, pour que ce collectif inclue les hommes qui auront contribué à traverser la tempête en ne permettant pas qu'un prédateur profite de la situation et lance une attaque qui pourrait se traduire par des suppressions massives d'emplois. Sur ce point, les déclarations des politiques appelant à une restructuration du secteur bancaire sont intolérables. Outre l'aggiornamento général sur la nécessité d'une régulation des marchés, on relèvera enfin avec satisfaction une petite phrase de Mr Cost-cutter qui sonnait comme un regret : le taux de rentabilité du capital va baisser... la fin de la dictature du ROE à 20% ?

FICC NIKKEI

L'histoire commence par un mail reçu de Tokyo. Un expatrié est convoqué à un entretien préalable, mais, contrairement à l'usage, l'entretien a lieu sur place et non à Paris. FICC a même prévu de fournir le salarié de Tokyo qui pourra assister le convoqué ! La CGT demande la tenue de l'entretien à Paris mais prévient : si vous refusez, nous irons à Tokyo à vos frais et nous demanderons quand même l'annulation de l'entretien au juge... C'est ainsi qu'un délégué de la CGT, on le soupçonne d'avoir accéléré la chute du Nikkei, est rendu à Tokyo. La branche FICC de SGCIB, qui espérait se débarrasser à bon compte et en silence de l'occupant d'un poste qui doit être supprimé fin 2008, a raté son mauvais coup.



le trait de la semaine

CGT Société Générale - SPB Société Générale
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68
cgt.sg@wanadoo.fr - spb.sg@laposte.net
Internet : www.premiumwanadoo.com/cgt.sg/
Intranet : Portail SG, Salariés France, Espace syndical, CGT